

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 119 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2794 - Prix : 1€

## ÉDITORIAL

Menace de guerre en Ukraine : ne nous laissons pas embrigader !

Total : profits records et salaires bloqués

Page 4

NRL, c'est toujours la part belle faite aux capitalistes

Page 6

Saint-Benoît : encore un porte-coton à la mairie

Page 8

Pécresse, le Pen, Zemmour : course à la xénophobie

Page 9

## Turquie

Travailleurs en lutte pour les salaires

Page 12



États-Unis,  
Ukraine, Russie...  
Leur guerre  
n'est pas la  
nôtre

Pixabay

## Menace de guerre en Ukraine : ne nous laissons pas embrigader !

Y aura-t-il la guerre en plein cœur de l'Europe avant la fin de la semaine ? C'est ce qu'affirment les autorités américaines qui ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Ukraine.

Depuis des semaines, les dirigeants occidentaux accusent Poutine de préparer l'invasion de l'Ukraine. Dans un vaste jeu de poker menteur, Biden, Macron et Scholz multiplient les rencontres médiatisées avec Poutine, tout en le présentant comme un dictateur, agresseur et va-t-en-guerre. Dictateur, Poutine l'est sans conteste, contre son opposition et contre les classes populaires de toute la Russie. Mais, face aux Occidentaux, il n'est pas l'agresseur.

Les peuples ukrainien et russe sont liés par une longue histoire et une culture communes. Pendant 70 ans, ils ont vécu au sein de l'Union soviétique, ce vaste territoire forgé après la révolution de 1917, qui s'est développé en commun, de façon planifiée. Que le Donbass ou la Crimée soient rattachés administrativement à l'Ukraine ou à la Russie n'avait alors pas de conséquence car aucune véritable frontière ne les séparait.

En 1991, les bureaucrates de Moscou, Kiev et Minsk ont fait éclater l'Union soviétique, sans consulter ses peuples. Mais les États-Unis n'ont pas pour autant dissous l'Otan, l'alliance militaire qu'ils avaient construite pour isoler celle-ci. Bien au contraire, profitant de l'affaiblissement de la Russie sous Eltsine, ils y ont intégré les trois États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, etc. Ils ont pris pied en Géorgie et en Asie centrale. Les bases américaines ceinturent aujourd'hui la Russie, et Poutine veut empêcher l'Ukraine de rejoindre l'Otan. Alors, qui est l'agresseur ?

Biden et Macron fustigent Poutine parce qu'il déploie des troupes aux portes de l'Ukraine. Mais quand, début janvier, le même Poutine a envoyé 3 000 parachutistes russes pour aider le dictateur du Kazakhstan à mater la révolte ouvrière, leur silence a été assourdissant. Au Kazakhstan, il s'agissait de réprimer des ouvriers qui protestaient contre la vie chère. L'enjeu était de sauver les profits de Total, Chevron, ArcelorMittal et autres trusts occidentaux qui exploitent les ressources et les travailleurs de ce pays ex-soviétique. Pour réprimer les révoltes, Poutine, Biden et Macron sont complices !

C'est pourquoi les travailleurs n'ont pas à partager l'hystérie guerrière des dirigeants américains plus ou moins suivis par les Européens. Les uns et les autres se moquent du sort des Ukrainiens comme de tous les peuples qu'ils oppriment eux-mêmes partout dans le monde.

Ils se prétendent les champions de la liberté, mais ils empêchent des femmes et des hommes de circuler librement pour fuir la guerre ou la misère. Ils ont reconstitué un rideau de fer en installant des barbelés qui provoquent la mort de nombreux migrants entre la Biélorussie et la Pologne.

Ils prônent la paix et la démocratie mais ils entretiennent une multitude de guerres régionales meurtrières et arment des dictateurs. Macron fait la leçon à Poutine, mais la France maintient des troupes dans neuf pays d'Afrique. Au Burkina Faso ou au Mali, ses troupes apparaissent si peu comme des libératrices qu'elles sont conspuées par la population.

En Europe de l'Est, comme en Afrique ou en Asie, les grandes puissances interviennent pour défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs, en lutte pour se partager les marchés et accéder aux matières premières. Dans une économie en crise, cette concurrence est de plus en plus acharnée, et les dirigeants impérialistes se préparent à transformer la guerre économique en guerre tout court.

Leurs budgets militaires ne cessent d'augmenter. Quand ce n'est pas la Russie, c'est la Chine qu'ils présentent comme une menace. Ce sont pourtant des navires de guerre et des sous-marins américains, australiens et même français qui patrouillent en mer de Chine, pas des navires chinois au large de la Californie !

Face à la Chine ou à la Russie, même si un dérapage n'est jamais exclu, pour l'instant, les grandes puissances cherchent surtout à marquer leur territoire. Le sursis ne durera pas tant le monde capitaliste est une poudrière. Mais leurs grandes manœuvres ont un autre but : conditionner et mettre au pas leur propre population pour la préparer à servir de chair à canon dans la guerre à venir. Tous ceux qui n'ont que « les intérêts de la France » à la bouche participent à cette mise en condition.

Il faut refuser de marcher car cette guerre n'est pas celle des travailleurs. C'est celle de leurs exploités, qui rivalisent pour accaparer la plus grande part de profit.

*Bulletins d'entreprise du 14 février 2022*

**Nathalie ARTHAUD**

## Politique sanitaire : rien à voir avec la santé

À l'approche des élections, le gouvernement cherche aussi à se présenter comme celui qui va rétablir une vie normale. Mais dans l'immédiat, quatre millions de personnes risquent de perdre leur passe dès le 15 février, bien « emmerdées » par le gouvernement, qui a réduit le délai pour l'injection de la dose de rappel du vaccin, boucs-émissoires des incuries gouvernementales, les non-vaccinés étant toujours pointés du doigt. Parallèlement à ce durcissement de la vaccination contrainte, le port du masque cessera en France d'être exigé à partir du 28 février dans les cinémas, musées et salles de concert. Les discothèques peuvent y ouvrir à nouveau et consommer debout redevient autorisé dans les bars à partir du 16 février.

### Le vol, c'est leur métier !

Avec la levée des contraintes que le gouvernement avait imposées face à la crise Covid, les affaires des compagnies aériennes reprennent. Les embauches aussi, mais au compte-gouttes.

Corsair a annoncé vouloir embaucher localement une quarantaine de personnels de bord. Pas sur des contrats indéterminés, mais sur des contrats précaires : contrat d'apprentissage, CDD.

Ça fait bien dans le tableau de bord et ça n'engage à rien pour la suite. C'est du personnel qu'on peut jeter par dessus bord à tout moment, en ayant récupéré au passage un bon paquet de subventions !

Même par temps de crise, ça plane pour les actionnaires !

### Précautions sanitaires



Le gouvernement s'est aussi empressé de lever les quelques contraintes imposées en janvier aux patrons. Le télétravail et les mesures barrières dans les entreprises ne sont plus que recommandés.

Dans les établissements scolaires, c'est la fin du masque obligatoire à la récréation, ce qui fera sourire nombre d'élèves et d'enseignants, tant cette obligation était bien souvent une vue de l'esprit. Qu'il soit à Paris ou à Ibiza, la seule véritable préoccupation du ministre de l'Éducation, Blanquer, a toujours été de libérer les parents de la garde de leurs enfants afin qu'ils soient dispo-

nibles pour leurs patrons. Et cela, « quoi qu'il en coûte » en termes de risques.

Depuis le début de la pandémie de Covid, Macron et le gouvernement n'ont jamais eu pour priorité la santé de la population. Que ce soit à l'époque où ils mettaient en place des confinements ou à présent, il y a une constante : leur politique vise à cacher leurs responsabilités dans l'état catastrophique des hôpitaux, mais également à transformer une partie de la population en boucs émissaires, et à donner à tous l'habitude d'obéir aux ordres et aux contre-ordres.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 19 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 25 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 26 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 27 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**



## Boniment d'armateur

Le propriétaire dirigeant de CMA CGM, la compagnie marseillaise et troisième armateur mondial, a ravi le sommet de Brest par une galéjade. Pour lutter contre la pollution plastique, il s'engage à ne plus transporter de conteneurs pleins de plastique usagé à partir du 1er juin. Des années durant, la CMA CGM en

a rempli ses conteneurs sur la route retour Europe-Chine, afin de rentabiliser le voyage et de ne pas transporter de boîtes vides. Mais, depuis deux ans, la Chine n'accepte plus de vieux plastiques et les grands armateurs ne vont certainement pas créer des lignes spéciales pour transporter des poubelles vers les pays qui les

acceptent ou dont les États ferment les yeux : ce n'est pas assez rentable pour eux.

C'est donc promis : soucieuse avant tout d'écologie, la CMA CGM s'engage à ne pas exploiter les marchés qui ne l'intéressent pas.

## Total : profits records et salaires bloqués

**LO** Jeudi 10 février, le groupe capitaliste Total, désormais TotalEnergies, a annoncé son bénéfice net pour l'année 2021 : 16 milliards de dollars, soit un record qui dépasse même celui de 2007.



Total réalise de tels profits grâce à l'exploitation de 100 000 travailleurs à travers le monde et au racket aux pompes à essence sur toute la population. Mais ces milliards n'engraissent que les actionnaires.

L'entreprise TotalEnergies leur a promis d'utiliser une bonne part de ces milliards pour augmenter les dividendes de 2022. Quant aux travailleurs, ils n'ont d'autre choix que de répondre par la lutte à la rapacité de leur patron. Une grève vient d'avoir lieu dans sa filiale Hutchinson, au sujet d'une prime de 550 euros que Total refusait de donner aux salariés des filiales et en raison des hausses de salaire dérisoires proposées par l'entreprise.

Pendant que les bonnes nouvelles résonnent dans le monde des affaires, les classes populaires ont de plus en plus de mal à se chauffer et à se déplacer. Les hausses de prix à la pompe atteignent actuellement des records, avec près de 1,75 euro le gazole, et près de 1,80 euro le litre de

sans-plomb 95. Et ce ne sont pas les 10 centimes le litre qui seraient offerts par Total dans certaines stations qui compenseront les hausses successives depuis des mois. TotalEnergies s'est senti obligé d'essayer d'amortir avec des mesurètes l'annonce de ses résultats. Mais rien ne peut atténuer le sentiment justifié que ces bénéfices records proviennent d'un vol sur toute la population.

Quant à la hausse du cours du pétrole sur les marchés financiers, là encore, les groupes pétroliers sont à la manœuvre. Ce sont eux qui organisent la pénurie en faisant le choix de diviser par deux leurs investissements en cinq ans. Cette réduction de l'offre entraîne une flambée du prix du baril de pétrole, et ils ne se gênent pas pour répercuter cela à la pompe.

Total et les autres trusts pétroliers imposent un racket à l'ensemble de la société. Il est urgent d'exproprier ces groupes capitalistes.

## Ce que nous coûte le grand capital

Aux dires de tous les journaux, les banques françaises ont réalisé leurs meilleures performances financières l'an dernier. En 2021, au plus fort de la crise Covid, elles ont empoché 31 milliards d'euros de bénéfices

La compagnie pétrolière Total, elle, a fait flamber les prix des carburants à la pompe et, après avoir fait les poches de millions d'automobilistes, a réalisé 15 milliards d'euros de profits.

Pouyané, son PDG, a eu cependant pitié de ses victimes les plus désargentées en leur rétrocédant quelques millions sous forme de baisse de prix pour les plus pauvres :

« Une remise de 5 euros pour un plein de 50 litres de carburant dans les 1150 stations-services du groupe situées en zones rurales et un chèque gaz de 100 euros qui sera envoyé sous la forme d'une remise sur la prochaine facture à environ 200 000 abonnés qui voient actuellement leur

facture augmenter d'environ 50%. Le coût de cette mesure est d'environ 20 millions d'euros pour l'entreprise ». (Interview donné par le PDG à RTL le 9 février 2022)

Telle est la version capitaliste du « partage de la richesse » : je vous vole des milliards et je vous restitue quelques pièces !

Vivement l'expropriation de toutes les grandes entreprises capitalistes !

## Inflation : chiffres officiels, chiffres réels

D'après l'Insee la hausse des prix annuelle serait de 2,9 % en France. C'est loin de ce que ressentent bon nombre de familles ouvrières qui n'arrivent plus à remplir le réfrigérateur, sans même parler de le remplacer.

Elles ne remplissent leur réservoir qu'à moitié tant le cours des carburants a explosé et qui ne chauffent plus leur logement à une température décente parce que les prix du gaz, du fioul et de l'électricité se sont envolés !

Ce décalage n'est pas surprenant car l'inflation calculée par l'Insee sert de référence depuis les années 1970 pour le montant du smic, des retraites et des différents minima sociaux. Alors les gouvernements ont tout intérêt à minorer l'importance de la hausse des prix.

Ainsi, dans le calcul de l'Insee, le logement est estimé à... 6 % au lieu des 30 à 50 % qu'il représente réellement dans le budget des classes populaires. Cela a pour conséquence de minimiser l'impact des hausses de loyers ou des augmentations du prix des logements.

L'indice de l'Insee est une moyenne évaluant les prix à la



consommation à l'échelle de toute la population. Or, les prix des marchandises consommées par les classes populaires augmentent souvent plus que celles achetées par les riches. Par exemple, en un an, le prix des pâtes les plus économiques a grimpé de 39 % !

Enfin, l'Insee ne tient pas compte de l'augmentation régulière des dépenses contraintes pour les travailleurs. Elles ont pourtant explosé entre 1960 et 2018, passant de 15 à 34 %. Pour trouver un travail aujourd'hui, il est en effet indispensable

d'avoir un ordinateur, un téléphone portable, Internet, sans parler de la voiture et de toutes les dépenses qu'elle entraîne.

Pour calculer la vraie hausse de leurs dépenses et de combien leur salaire devrait augmenter, les travailleurs ne peuvent se fier aux chiffres de l'État. Comme pour le reste, ils sont les mieux placés pour le faire eux-mêmes.

## Chauffage collectif : le gaz explose les charges

Depuis le début de l'année, de nombreux locataires d'HLM de France s'alarment des hausses des provisions pour charge de chauffage. Le gouvernement affirme être conscient de leurs difficultés... mais il ne fait rien.

Fin janvier, l'association de consommateurs CLCV a pris à titre d'exemple la situation de 6 600 locataires d'un bailleur social dans le Puy-de-Dôme. Alimentés par une chaudière collective à gaz, ils ont vu en un an leurs provisions mensuelles passer de 49 à 81 euros, soit 65 % de hausse sur les tarifs du chauffage et 53 % sur l'eau chaude. C'est donc près de 800 euros par an que le locataire d'un F4 doit déboursier pour une famille de quatre personnes, une

hausse insupportable.

Dans le pays, les revenus de deux à trois millions de locataires de HLM seraient potentiellement amputés. Aucune des quelques petites mesures gouvernementales annoncées jusque-là ne les concerne. Comme le tarif réglementé du gaz ne s'applique plus aux contrats professionnels ou aux chauffages collectifs depuis 2016, les mesures prises par le gouvernement en octobre – le « bouclier tarifaire » – pour geler provisoirement le prix du gaz, ne s'appliquent pas à leur cas, ni d'ailleurs le bien faible chèque énergie de 100 euros, qu'ils n'ont pas touché, n'étant pas directement clients. Les locataires HLM sont donc pleinement exposés à d'importantes augmentations de fac-

tures. Mais c'est le cas aussi de nombreux copropriétaires qui sont chauffés collectivement. Déjà, les prix des contrats qui arrivent à échéance ou qui varient explosent, de 40 à 90 % selon les cas.

Pendant ce temps, au gouvernement, on consulte. Le cabinet de Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, a ainsi fait savoir que, « à ce stade, aucune décision n'a été prise et [nous échangeons] avec les acteurs concernés pour bien cerner l'ampleur et les spécificités du phénomène ». Une mobilisation des locataires aiderait sans doute la ministre à cerner plus rapidement le problème.

## Nucléaire : l'État à la botte du capital

Lors de la campagne électorale de 2017 et jusqu'à il y a peu, Macron et la majorité de ses concurrents prônaient la modération en matière de centrales nucléaires.

Il était alors question de fermer les centrales vieillissantes et de promouvoir des énergies de remplacement. Tout au plus les partis de gouvernement, successivement arrivés aux affaires, se disputaient-ils sur le rythme à suivre.

Le brusque changement de politique a été officialisé le 10 février, par l'annonce présidentielle de la construction de six EPR de deuxième génération, du maintien en vie de toutes les vieilles centrales, du lancement d'un programme de petits réacteurs nucléaires et du projet de cinquante champs d'éoliennes offshore. Il faudrait faire preuve de réalisme, nous dit-on : la demande en

électricité augmente, donc il faut en produire plus, et le nucléaire est le moins cher, le moins polluant, le moins dépendant du marché mondial.

La demande en électricité est tirée par l'utilisation croissante des communications électroniques, conséquence de la lutte acharnée des géants du Net pour créer la demande et faire exploser leurs profits. Elle va également augmenter rapidement du fait de la multiplication des voitures électriques, politique choisie par les grands groupes automobiles et financièrement soutenue par les États. Cette demande croissante d'électricité est donc la conséquence des décisions de quelques groupes, des orientations choisies par une coterie d'actionnaires pour rentabiliser leur capital.

Les maîtres ayant fait leurs choix, le devoir de chaque État est de procu-

rer à ses capitalistes le courant électrique nécessaire, au mieux de leurs intérêts. Voilà pourquoi les dangers du nucléaire, ses coûts, l'impossibilité actuelle de traiter les déchets ont disparu du discours politique, quoiqu'ils soient toujours réels. Puisque la bourgeoisie française a besoin d'électricité, et plus particulièrement d'électricité nucléaire, la messe est dite et elle l'est pour tout le monde.

La question n'est pas de savoir si on est pour ou contre le nucléaire, la question est de savoir si l'humanité va laisser une poignée d'irresponsables uniquement guidés par leur profit immédiat décider de son sort, suivis béatement par des responsables politiques qui ne savent que bénir après coup les décisions patronales en se donnant l'air d'y pouvoir quelque chose.

### Fil Rouge

#### Conseil régional : ancienne et nouvelle majorité ne veulent pas toucher au « Grisbi » !

La nouvelle majorité de gauche du Conseil régional a déclaré hériter d'une situation catastrophique et de dettes énormes léguées par l'ancienne majorité dirigée par Didier Robert.

Eh oui, les cadeaux faits pendant dix ans aux patrons, du BTP en particulier, les confortables rémunérations que ce sont attribués ses

dirigeants, ont grevé les finances de la collectivité territoriale.

Mais Bello et son équipe ne donnent pas le signe qu'ils veulent remettre en cause le pouvoir des capitalistes et prendre sur leur capital accumulé au détriment de la population.

Ils seraient plus prompts, d'après les dernières informations données

par la presse, à tailler dans le budget consacré à la continuité territoriale qu'ils s'approprieraient à ramener de 50 à 20 millions d'euros annuellement. (Le Quotidien du 9 février 2022)

Ils restent au final des gens bien « responsables »... devant le pouvoir de détenteurs du grand capital!

#### NRL, c'est toujours la part belle faite aux capitalistes

Huguette Bello, la nouvelle présidente de gauche du Conseil régional vient de déclarer que le choix de sa majorité s'était porté sur la réalisation de la fin de la Nouvelle Route du Littoral en viaduc et non en digue, faute de roches massives suffisantes.

Cette déclaration a provoqué l'ire

des patrons transporteurs qui ont « crié à l'assassin » en voyant leur passer sous le nez un marché qui leur rapportait gros.

Mais que ce soit avec la solution de Bello ou avec celle de l'ancienne majorité de droite, ce seront toujours les mêmes, les patrons du BTP et du transport routier qui continueront à

se goinfrer d'argent public.

... et dans les deux cas, ce qui reste en plan, c'est le réseau de transports en commun passé aux oubliettes et les dizaines de milliers d'automobilistes (essentiellement des travailleurs) qui perdent de précieuses heures et leur santé dans les embouteillages !



## Union sacrée politique autour des capitalistes de la canne

LO



faillite... et menace aujourd'hui, à mots couverts, de fermer ses deux dernières usines cannières de La Réunion si l'État ne lui verse pas l'argent attendu.

Quant aux producteurs réunionnais de canne. Il y a l'immense majorité des petits planteurs, mais il y a aussi les gros qui s'en mettent plein les poches, surtout en cette période de remontée des cours du sucre. Ce sont ces derniers qui récupèrent la plus grande partie des subventions publiques.

Voilà quels intérêts servent les Melchior, Bello, M'Doihoma, N. Dindar, Lagourgue, Ratenon, Rivière, Selly, Gironcel, Miranville, Omarjee et cie !

Mais pas un mot de solidarité d'aucun d'entre eux avec les exploités de ces capitalistes que sont les ouvriers agricoles et d'usines, aucune exigence formulée concernant l'augmentation de leurs salaires, l'amélioration de leurs conditions de travail, alors que ce sont eux, et eux seuls, qui produisent la plus-value et les profits qui en découlent !

À peine usiniers et planteurs de canne avaient-ils rédigé une adresse à Macron pour réclamer une subvention supplémentaire de l'État de 35 millions d'euros que tous les élus politiques réunionnais se sont empressés d'apposer leurs signatures à leurs côtés.

Sous prétexte de concurrence internationale, Tereos et les planteurs de canne réclament à présent 15 millions supplémentaires pour Tereos et

20 millions pour les planteurs au nom bien sûr de la « pérennité de la filière canne à La Réunion ».

Tereos, entreprise française, est présente dans 17 pays (Europe, Brésil, Afrique de l'Est) et est le deuxième producteur de sucre mondial. Elle s'est lancée depuis quelques années aussi dans la production d'amidon et d'éthanol. C'est ce genre de trust qui fait la loi sur le marché et pousse les petits producteurs à la

## Terres agricoles : spéculation foncière contre production agricole

Usiniers et planteurs de La Réunion pleurent misère auprès du gouvernement français, mais ils ont déjà reçu une rallonge annuelle de 28 millions d'euros depuis 2017. En année pleine, toutes les subventions confondues, venant de l'État français ou de l'Europe, s'élèvent à 120 millions d'euros.

Est-ce que pour autant cette politique d'aides publiques a permis de maintenir la filière canne en l'état ? La réponse est non. Les quotas de production de sucre attribués par l'Europe à La Réunion n'ont jamais été atteints.

En dix ans, les surfaces agricoles réunionnaises ont perdu 4000 hectares (dont 3000 pour la canne) soit 10 % de la surface agricole totale. Le nombre des exploitations agricoles a

baissé de 17 % et est tombé à 6250 et n'emploie plus que 17 700 personnes (seulement 11 000 de façon permanente), soit 7 % de la population active (chiffres préfecture décembre 2021).

Le recul des surfaces consacrées à la canne s'explique en fait par la spéculation foncière qui mange les terres cultivables et se traduit par un déclassement des meilleures en terrains constructibles, ce qui permet aux propriétaires fonciers de réaliser de jolis profits au passage !

Étonnamment, aucun des politiciens ayant soutenu les capitalistes de la canne n'a osé dénoncer ces opérations spéculatives. C'est tout simplement de la complicité avec ces profiteurs.



LO



## Saint-Benoît : encore un porte-coton à la mairie

Venu parader à La Réunion et mener campagne pour Macron, le ministre de l'Outre-Mer, Lecornu devait passer à Saint-Benoît.

À cette occasion, le maire, Patrice Selly a commencé à faire nettoyer le quartier populaire de Bras-Fusil en mobilisant des employés communaux en plus du personnel des entreprises privées.

Mais en apprenant que la visite était annulée, Selly a fait stopper net le nettoyage !

Du coup, il y a aujourd'hui des immeubles à motié repeints ! Les herbes ne sont toujours pas coupées et atteignent parfois plus d'un mètre et demi de hauteur.

La population de ce quartier aux revenus modestes subit par ailleurs les conséquences des malfaçons dont sont truffés leurs immeubles : dans les logements, les moisissures prolifèrent ; par temps de fortes pluies (et dans l'est de l'île, c'est fréquemment le cas !) l'eau ruisselle même jusque dans les prises électriques de certains appartements ; des morceaux de béton menacent de se détacher des plafonds et des balcons à tout moment.

Quant aux parties communes les agents d'entretien disposent de peu



de moyens leur employeur ne leur fournissant même pas le savon liquide en quantité suffisante pour nettoyer les escaliers !

Au 1er février, la mairie de Saint-Benoît, qui préside la SEMAC (Société d'Économie Mixte d'Aménagement et de Construction), a attribué le marché d'entretien de ces immeubles à une nouvelle entreprise. Loin de chercher à améliorer la situation des locataires et des salariés, le choix du maire s'est porté sur le patron qui va imposer aux travailleurs du nettoyage une diminution des

heures d'intervention sur Bras-Fusil et une clause de mobilité sur toute l'île.

Ainsi Patrice Selly affiche son mépris pour la population et les travailleurs et son asservissement aux intérêts des patrons.

Rien d'étonnant de la part de celui qui n'hésite pas à instiller le poison de la division au sein de la population victime des actes de violences de jeunes voyous.

Il a gagné sa place autour de la gamelle macroniste.

## Projet de loi dans le logement social : de la poudre aux yeux

**Les députés de La Réunion défendent un projet de loi visant à réduire le nombre de logements insalubres loués par les sociétés immobilières.**

Cette loi, si elle est adoptée, permettrait aux locataires de ne plus verser leur loyer aux bailleurs mais de déposer le montant à la Caisse des dépôts ce qui signifierait un manque à gagner temporaire pour les sociétés immobilières.

Cette petite contrainte ne devrait pas beaucoup gêner les propriétaires de logements sociaux d'autant qu'ils se verraient attribuer des aides pour des rénovations auxquelles rien ne les contraint aujourd'hui.

Quand la CAF a connaissance de logements déclarés indignes à la lo-

cation, elle suspend les versements des aides au logement tandis que les propriétaires continuent à exiger le paiement des loyers, ce sont familles des classes populaires qui sont doublement pénalisées. La CNL estime à au moins 8000 le nombre de logements indignes.

La proposition des parlementaires voudrait faire croire qu'ils prennent cette question à bras le corps. Il n'en est rien ! Leur réflexe c'est d'abord de sauver les profits et la propriété des sociétés immobilières et de leurs actionnaires.

Un État qui prendrait réellement en compte les conditions d'existence des classes populaires décréterait l'expropriation des logements insalubres et leur rénovation en prenant sur les

profits réalisés par les marchands de sommeil.





## Mélenchon : tout à fait présidentiable

Jeudi 10 février, dans le cadre de l'émission Élysée 2022 sur France 2, Jean-Luc Mélenchon était confronté au président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux. Une belle occasion pour le premier de montrer au second son esprit de responsabilité à l'égard des capitalistes, et pour le second d'affirmer qui gouverne vraiment. Mélenchon y a montré son aptitude à assurer la présidence de la république bourgeoise.

Après avoir dit la situation insupportable de ceux qui vivent avec 800

euros par mois, après en avoir appelé à l'urgence sociale, le candidat à la présidence a proclamé un ultimatum : « *Si je suis élu, l'année 2022, vous devrez organiser une conférence obligatoire annuelle avec un objectif de progression des salaires, pas seulement le smic, tous les autres salaires. J'espère que je suis entendu.* » Comme qui dirait une sorte de NAO, ces négociations annuelles obligatoires qui ne font ni chaud ni froid au patronat !

Puis, s'affirmant choqué des 137

milliards de profits, dont 70 milliards de dividendes, des patrons du CAC 40, révolté par les 140 milliards de dégrèvements et autres aides offertes au patronat, Mélenchon assure que, s'il est élu, il s'engage à en reprendre la moitié... et à le redonner aux patrons : il affirme que l'État investira, que les carnets de commandes seront pleins et que donc les patrons ne le regretteront pas.

Ce conte de fées n'a aucune chance d'influencer les marchés et la soif de profit immédiat des capitalistes. Par contre, le message de Mélenchon est clair, il leur dit qu'avec lui on pourra s'arranger pour qu'ils ne perdent rien. Et cela, même quand il leur fait les gros yeux pour soigner sa prétendue image radicale.

Mélenchon peut être apte à présider la république bourgeoise. Avec lui au pouvoir, il n'y a rien que le patronat pourrait ne pas digérer.

France 2



## Pécresse, le Pen, Zemmour : course à la xénophobie

**La course à la xénophobie et au racisme s'accélère dans la campagne électorale dans le camp le plus à droite. D'une courte tête, Valérie Pécresse distance pour l'instant ses deux concurrents.**

À son meeting du 13 février à Paris, elle a accumulé les poncifs les plus éculés sur le thème, que tous ont en commun, de l'immigration. Par calcul ou faute d'inspiration, Pécresse en est désormais à chiper à ses collègues frontistes et zemmouristes les expressions haineuses et stupides. Ainsi, la candidate LR s'est emparée ce jour-là du refus d'un prétendu « grand remplacement », cette idiotie conspirationniste, pour couronner ses envolées par « *l'immigration, quoi qu'il en coûte, dans deux mois, c'est fini. La France, terre d'immigration, c'est*

*fini !* ».

De leur côté, ses concurrents continuent à broder sur le même thème. Zemmour promet la construction d'un « mur » à « toutes les frontières » extérieures de l'Union européenne, en le finançant sur fonds européens, avec des « gardes-frontières aux frontières françaises ». Grand admirateur de Trump, lui aussi triste champion des murs contre les travailleurs migrants, il s'enorgueillit d'avoir recueilli son soutien par téléphone...

Quant à Marine Le Pen, sa dernière lubie est de sauver la langue française afin de prévenir la « *double submersion culturelle et linguistique* ».

Au coude à coude dans les sondages, la triplète réactionnaire s'évertue à cette surenchère imbécile

dans l'unique but de devenir le challenger de Macron, pas même encore déclaré candidat, au deuxième tour de l'élection. Ils évitent soigneusement d'aborder les seuls domaines qui préoccupent quotidiennement les classes populaires : des emplois pour tous, des salaires et pensions corrects. C'est d'ailleurs logique puisque, pour répondre à ce problème, il faudrait aller prendre l'argent sur les profits des capitalistes. En cherchant à diviser les travailleurs sur le thème de l'immigration, ils aspirent tous à les servir.

## Migrants : un drame sans fin

**Le Cross (Comité régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) vient de fournir à la justice 5000 enregistrements téléphoniques recueillis dans la nuit du 23 au 24 novembre 2021 lorsque 27 migrants se sont noyés dans la Manche.**

Ils révèlent que, contrairement à ce que disait la préfecture, les réfugiés avaient bien appelé au secours en pleine nuit.

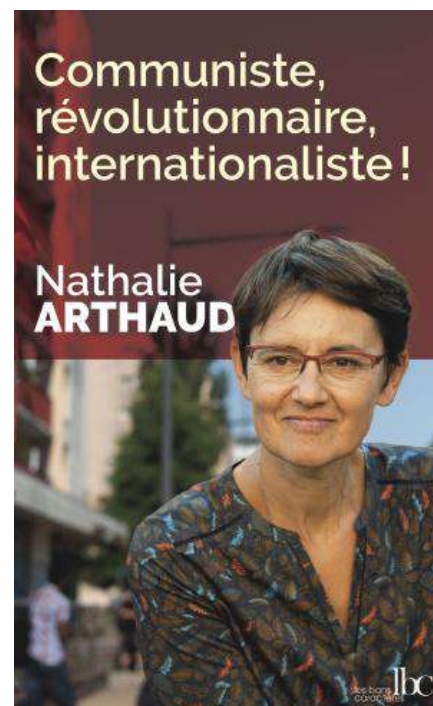
Jusqu'à présent, les autorités préfectorales et maritimes affirmaient n'avoir été averties de la situation que le 24 novembre à 14 h par un bateau de pêche. Les secours n'avaient alors pu recueillir que deux rescapés. Ceux-ci ont déclaré qu'ils avaient alerté les secours dès que leur bateau

avait commencé à sombrer, ajoutant que les services britanniques et français s'étaient renvoyé la balle, se jetant mutuellement l'obligation de réaliser le sauvetage.

Les associations rapportent que, dans d'autres cas moins dramatiques, elles ont déjà constaté, au mieux, une absence de coordination entre les services anglais et français et, au pire, la volonté des deux de laisser dériver les embarcations vers les eaux territoriales du pays d'en face pour s'éviter d'intervenir, aux risques et périls des occupants. Quant aux sauveteurs, ils font ce qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent, alors qu'entre 2020 et 2021 le nombre des départs vers le Royaume-Uni a triplé.

Cela ne s'arrêtera pas. La volonté

de quitter la France pour la Grande-Bretagne est intacte chez la plupart des réfugiés, qui espèrent y retrouver des proches ou un travail. Ce n'est pas la démagogie antimigrants ravivée par la période électorale qui les fera changer d'avis. Le mépris criminel des autorités des deux pays pour la vie des migrants doit cesser et ils doivent pouvoir circuler librement !



*Dans ce livre, Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière, revient ici sur les principales idées qui fondent sa révolte et son militantisme. Elle aborde avec vigueur les problèmes du monde actuel : l'exploitation capitaliste, le sort réservé aux migrants, le saccage de l'environnement, les méfaits de l'impérialisme, le racisme et la misogynie, la pandémie de Covid-19 et son cortège d'injustices, de souffrances, d'obscurantisme aussi. Au fil des pages, Nathalie Arthaud dessine ce que pourrait être un autre monde, fondé sur l'exercice partagé du pouvoir par l'ensemble du monde du travail, avec une économie orientée vers la satisfaction des besoins des hommes et des femmes de notre planète et non vers la recherche du profit privé....*

### « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ! » (Jean JAURÈS, le 25 Juillet 1914)

Le 10 février dernier, la ministre de la Défense française, Florence Parly, a conclu la vente de 42 avions de chasse Rafale à Djakarta, capitale de l'Indonésie. Ce pays, habité par 280 millions d'habitants, est situé entre le Vietnam et l'Australie et est confronté aux empiètements du voisin chinois sur des îles lui appartenant et situées sur les routes maritimes commerciales reliant l'Asie à l'Europe.

L'État français qui est le 3ème vendeur d'armes dans le monde joue sur cette rivalité entre États d'Extrême Orient pour permettre à ses capitalistes producteurs d'armements de développer leurs ventes.

Si l'Indonésie est qualifiée de pays en développement. Le 1 % le plus riche de sa population possède 48 % des richesses du pays. L'Indonésie manque de logements, d'hôpitaux et d'écoles. Elle a besoin d'argent pour reconstruire une nouvelle capitale, mais son gouvernement l'oblige à s'endetter pour des dizaines d'années pour s'armer jus-

qu'aux dents.

Or, pour rappel, l'armée indonésienne est responsable des massacres de 500 000 militants communistes en 1965 et son actuel ministre de la Défense, Subianto, est responsable de la terrible répression menée contre les indépendantistes de la province indonésienne du Timor Oriental entre 1975 et 1999 qui a fait 100 000 victimes civiles et militaires.

Mais Florence Parly, ministre française des armées françaises, au service de la bourgeoisie, n'a cure de tout cela, n'a que faire du sort des travailleurs et opprimés par le pouvoir indonésien. Ce qui compte pour elle, c'est d'avoir défendu les intérêts du capitaliste français Dassault, en vantant « *Le choix fait par l'Indonésie, celui de la souveraineté et de l'excellence technique, avec un avion qui a démontré ses capacités opérationnelles à de nombreuses reprises* ».

Les massacreurs et ceux qui les arment sont nos propres ennemis !



## Sommet de Brest : vagues promesses

Réunis à Brest du 9 au 11 février sous la houlette de Macron lui-même, des chefs d'État, des professionnels de la mer et des représentants d'organismes internationaux et d'ONG ont devisé de la situation et de l'avenir de l'océan.

Les problèmes à l'ordre du jour sont nombreux et bien connus. Mais que ce soit à propos de la surpêche ou de la pollution par le plastique, le sommet n'a généré que des beaux discours, sans engagement d'aucune sorte.

Enfin l'assemblée s'est penchée sur le problème de la décarbonation des transports maritimes, responsables d'une bonne partie des

émissions de gaz à effet de serre. Les dirigeants des quatre premiers armateurs mondiaux étaient présents. Ils ont renouvelé leur engagement sur cette décarbonation et Les représentants des États les ont assurés qu'ils bénéficieraient de toutes les aides publiques souhaitables.

On peut croire ces présidents et représentants de présidents, dont les États choient déjà les compagnies maritimes. La France, par exemple, propose à ses armateurs de s'inscrire à un registre maritime qui les exonère du droit du travail pour tout ou partie de l'équipage. Elle leur offre les cotisations patronales pour les caisses sociales, un dégrèvement sur le car-

burant, une aide à la tonne transportée, des subventions aux modifications des navires en vue de les mettre aux normes écologiques...

Les profits des armateurs ont été multipliés par 10 ou 15 en 2021. Les dix premiers d'entre eux, représentant 80 % du commerce mondial, ont accumulé 120 milliards de dollars de bénéfices l'an passé. Mais il n'est bien sûr venu à l'idée de personne, dans cette noble assemblée, de demander aux armateurs de prendre sur ces sommes.

## DANS LE MONDE

### CRISE UKRAINIENNE : L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN À LA MANŒUVRE

Depuis des semaines, la Russie est présentée comme s'appêtant à déclencher une guerre pour mettre la main sur l'Ukraine. Mais les manœuvres militaires organisées par l'armée russe ne signifient pourtant pas que Poutine a décidé une invasion. Le dirigeant du Kremlin est engagé dans un bras de fer avec l'impérialisme américain, où chacun montre ses muscles. En juillet 2021, c'est l'OTAN qui a organisé des manœuvres militaires en mer Noire, impliquant des forces d'une trentaine de pays, dont l'Ukraine.

Dans le conflit actuel, Poutine cherche à obtenir l'assurance que l'Ukraine ne rejoindra pas l'OTAN. Les dirigeants américains, eux, n'ont aucunement l'intention de prendre un tel engagement. Au contraire, leur politique consiste à renforcer leur présence militaire dans les États de l'ex-URSS qui ceignent la Russie. C'est bien l'impérialisme américain qui est à l'offensive, n'hésitant pas à

faire monter la tension diplomatique et militaire, entraînant ses alliés, le Canada, le Japon et l'Union européenne.

Depuis près de trois mois, l'administration de Washington se livre à une vaste manipulation de l'information. La popularité en berne de Biden est certainement l'une des raisons qui le pousse à être va-t-en guerre. Mais son attitude va au-delà de ces calculs à court terme. L'impérialisme américain a besoin que sa population soit prête à aller faire la guerre partout où les intérêts de ses capitalistes l'exigeront, comme il n'y a pas si longtemps en Irak et en Afghanistan. Pour cela, il faut la mettre en condition, la convaincre qu'il y a face à elle des régimes menaçant la liberté et la démocratie qui sont le dernier des soucis des dirigeants américains d'un bout à l'autre du monde, de l'Arabie saoudite à la Birmanie... Cette mise en condition s'étend aux populations d'autres pays occidentaux, comme la

France dont les dirigeants, fût-ce avec quelques contorsions, s'alignent sur la diplomatie américaine.

Même si la guerre n'est pas pour ces jours-ci, les dirigeants occidentaux tiennent dès à présent à préparer leurs populations à la faire contre les méchants, russes ou chinois, tant ils sont conscients que la crise capitaliste les y poussera. Une guerre qui n'est en aucun cas dans l'intérêt des travailleurs.



### Travailleurs en lutte pour les salaires

**Selon un organisme indépendant du pouvoir, l'inflation en Turquie aurait atteint 114,87 % en un an, pulvérisant tous les records des 19 dernières années.**

Sous le pouvoir d'Erdogan, les poches des travailleurs et des masses pauvres sont ainsi vidées au bénéfice du grand patronat et des riches.

La récente hausse du salaire minimum légal et les dernières augmentations de salaire sont ainsi annulées et le pouvoir d'achat continue de chuter. Pour les travailleurs, il devient impossible de continuer ainsi et, depuis jan-

vier, les actions de protestation et les grèves se sont multipliées, touchant de nombreux secteurs comme le textile, les transports, la santé, les communications, la métallurgie et d'autres. Les protestations contre le montant des factures d'électricité et de gaz ont également commencé à se propager de ville en ville.

Dans les conventions collectives de la métallurgie qui viennent d'être renouvelées, les représentants patronaux et syndicaux ont cependant estimé qu'en six mois l'inflation aurait été de 27,44 % et que les travailleurs

devraient par conséquent se contenter de 30 % d'augmentation, applicable à partir de mars. Cela revient à entériner la baisse du pouvoir d'achat. Heureusement, il n'est pas dit que ce front commun établi entre le patronat et les grandes centrales syndicales suffise à arrêter la vague des revendications ouvrières.

Extrait de Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)

## MADAGASCAR

### Des lanceurs d'alerte menacés par l'appareil d'État

**À Madagascar, le trafic d'or à destination de l'Afrique du Sud et des États du Golfe via les Comores a été révélé publiquement par la presse ces derniers mois.**

Ces exportations illicites d'or et de devises ont été dénoncées par le président de la chambre nationale des huissiers et des commissaires-priseurs et par son épouse qui est conseillère juridique.

Après qu'ils aient demandé la protection de l'État, le couple se retrouve confronté aujourd'hui à des pressions et intimidations de l'administration.

Ainsi récemment, la police malgache a accusé l'épouse de ce président de la chambre des huissiers de tentative d'assassinat d'un homme de 25 ans... alors qu'elle est hospitalisée et sur le point d'accoucher, et fait publier cette information sur les réseaux sociaux accompagnée de sa photo !

Non content de cela, la police a perquisitionné leur domicile et les a convoqués au poste à des heures illégales.

Cela démontre, si c'était encore nécessaire, à quel point l'appareil

d'État malgache est gangrené par la pourriture et la corruption et que tous ceux qui veulent combattre cet état de fait ne peuvent bien sûr en aucun cas compter sur l'État pour y remédier, mais uniquement sur le soutien qu'il pourront trouver au sein de la population laborieuse.

En ce sens la récente décision prise par les huissiers et commissaires-priseurs de Madagascar d'entrer en grève lundi 14 février est une bonne nouvelle. Ils l'ont fait pour dénoncer, entre autres, le harcèlement subi par le couple, « le non-respect des droits et le harcèlement d'une femme enceinte par les autorités », « l'usage de la corruption par des individus malveillants soucieux de s'enrichir, en accaparant et en vendant des ressources stratégiques appartenant à l'ensemble des Malagasy ».

Un soutien vital pour ces courageux lanceurs d'alerte.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282